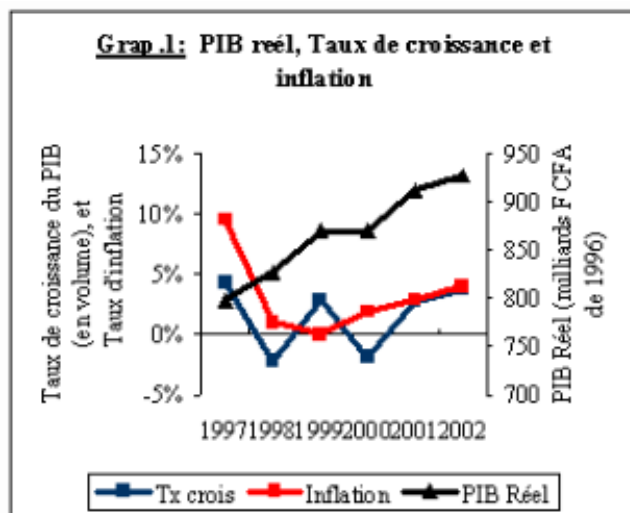


Togo en mauvaise posture économique et financière

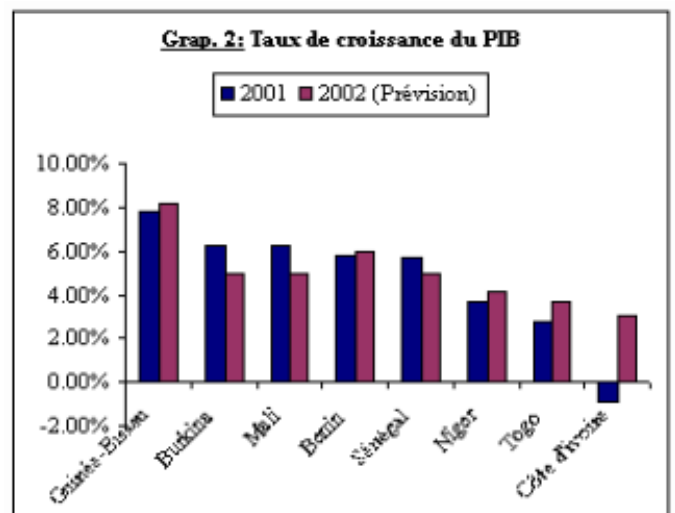
Les principaux indicateurs économiques et financiers révèlent clairement que le Togo est véritablement en mauvaise santé économique. Les personnes éclairées savent que les causes profondes de la piètre performance économique de ce pays sont intrinsèquement liées à la mauvaise gouvernance politique et économique érigée en méthode de gestion par les tenants du régime actuel. Je ne reprendrai pas ici les explications de cette gouvernance à la « togolaise ». L'ancien premier, Kodjo Agbéhomé, qui a été non seulement au cœur de la chose politique togolaise mais aussi en est, il faut le rappeler quoi qu'il en dise aujourd'hui, l'un des architectes de ce système de gestion, a récemment expliqué comment fonctionne ce système basé sur la corruption et le clientélisme, ainsi que les conséquences qui en découlent. Je m'en tiendrai ici uniquement à l'analyse des chiffres et essaierai de faire sortir les faiblesses de l'économie togolaise et son évolution future si la gestion calamiteuse actuelle ne change pas.

Production et prix

En prenant 1996 comme année de référence, la tendance du PIB réel est à la hausse passant de 738 milliards en 1997 à 927 milliards F CFA en 2002 (prévision comptabilité nationale). Par contre son taux de croissance (en volume) a évolué en dent de scie durant cette même période. Elle est passée dans le rouge à -2,2% en 1998 et à -1,9% en 2000. Cette distorsion entre l'évolution du PIB réel et sa croissance dénote une certaine faiblesse dans la maîtrise des agrégats économiques dont l'inflation. En effet comme le montre l'évolution de cette dernière (Grap.1), elle a toujours dépassé le taux de croissance du PIB durant la même période, exception faite de 1999 où selon les chiffres de la commission de l'UEMOA, elle était nulle. La tendance générale actuelle de l'économie, et la hausse des prix des produits alimentaires (augmentation de 2,5% en mars 2002 par rapport à leur niveau de février) et de l'électricité semble indiquer que l'inflation sera encore plus forte cette année et dépassera probablement la norme de 3% fixée par l'UEMOA. Comparé aux autres pays de l'UEMOA en terme de vigueur de l'économie, le Togo prend l'avant dernier rang juste devant la Côte d'Ivoire (Grap.2)



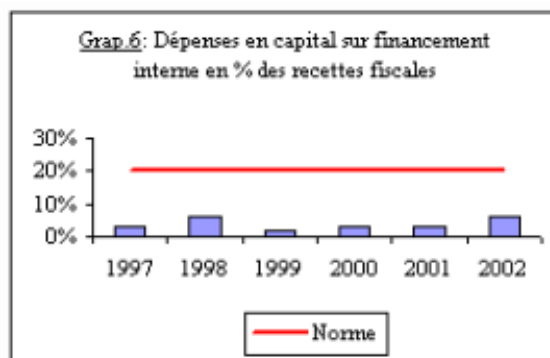
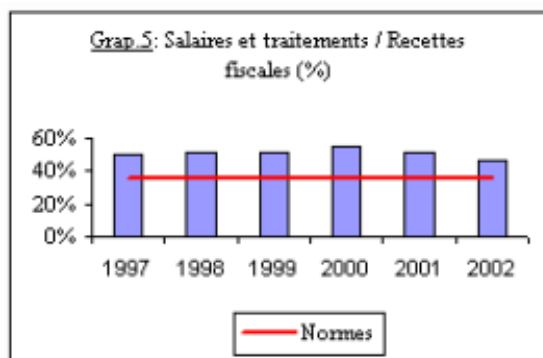
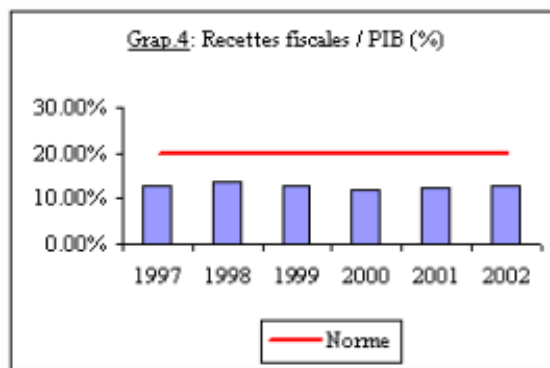
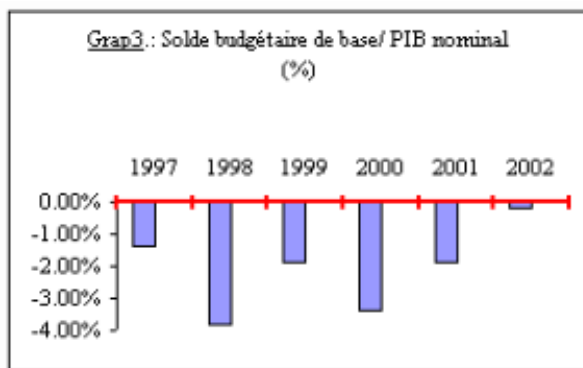
Source: UEMOA/BCEAO



Source: UEMOA/BCEAO

Comptes nationaux

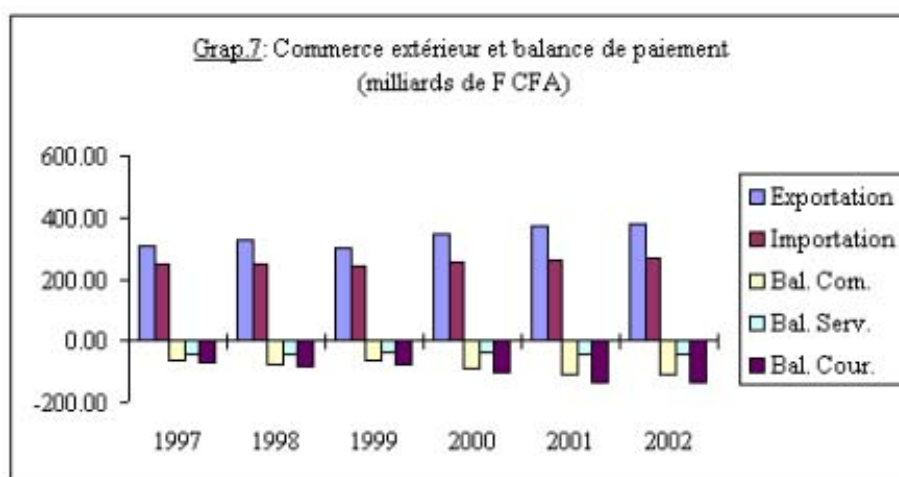
Les Togolais sont habitués au solde de base (réelle ou budgétaire) déficitaire depuis des décennies et la période 1997 – 2002 ne fait pas exception. Les recettes y compris les dons totalisaient 121,2 milliards et 131,8 milliards de F CFA respectivement en 2000 et 2001 contre une prévision de 154,6 milliards de F CFA pour 2002. Les recettes fiscales comptent pour 78% de cette prévision. Les dépenses se chiffraient à 162,2 milliards, 149,9 milliards de F CFA respectivement pour 2000, 2001 et les prévisions de 2002 sont de 183 milliards F CFA. Dans ce dernier cas, les dépenses courantes de l'état représentent 80% des dépenses totales. Cependant, étant donné l'inexistence de programmes sociaux et l'incapacité actuelle de l'état togolais à assumer les charges salariales de sa fonction publique (38% des dépenses courantes) ainsi que le paiement des intérêts de sa dette publique (surtout extérieure), la question qui se pose est la suivante : « où vont les recettes fiscales de l'état? ». L'ancien Premier ministre togolais[1] donne certains éléments de réponse. Les graphiques 3,4,5 et 6 illustrent certains indicateurs de convergence qui schématisent la situation.



Source: UEMOA/BCEAO

Commerce extérieur et balance de paiement

La situation n'est également désastreuse en terme de commerce extérieur. Les importations constituées essentiellement de produits alimentaires et des voitures d'occasion dépassent les exportations (de produits agricoles et du phosphate essentiellement). De 1997 à 2001, les importations ont augmenté en moyenne de 4,9% annuellement alors que les exportations n'ont progressé en moyenne que de 1,3% par année. Ce déséquilibre entre les exportations et les importations induit une balance commerciale déficitaire qui passe de 63 milliards à 111 milliards de F CFA sur la même période. Les prévisions indiquent que cette balance commerciale sera également déficitaire de 109 milliards de F CFA en 2002. La balance de services et la balance courante suivent les mêmes tendances comme le montrent le graphique ci-dessous

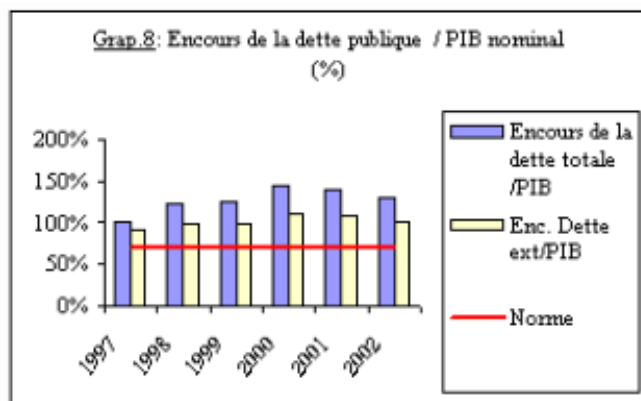


Source: UEMOA/BCEAO

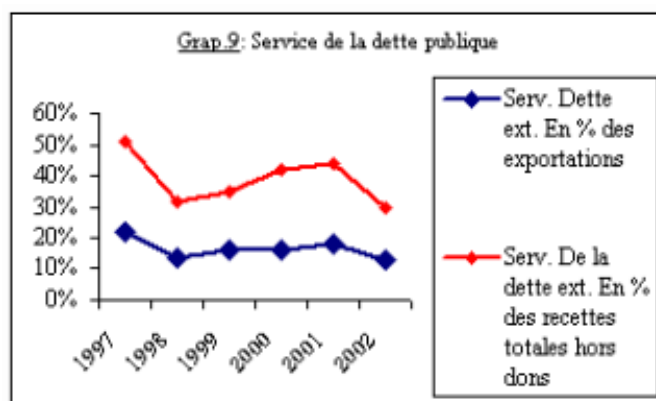
Dette publique

Le Togo est l'un des pays pauvres les plus endettés au monde. Sa dette extérieure, dont une bonne partie est re-échelonnée à mainte reprise selon les termes de Naples, de Londres, de Toronto, ou classique, est estimée à

plus 1,5 milliards US soit 997 milliards de F CFA en 2002. Le paiement en capital et intérêts représente l'un des postes les plus portants des dépenses publiques. Il représentait 32% en 2001 et estimé à 39% cette année (UMOA/BCEAO, avril 2000). Selon l'ancien chef de gouvernement togolais[2], les impayés au 31 décembre 2001 (principal et intérêt) totalisaient 150,2 milliards de F CFA dont 88,7 milliards d'arriérés au titre des années 1999 et 2000. Curieusement le Togo ne bénéficie pas d'allègement de sa dette selon l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) car il ne respecte pas les critères de bases d'un tel programme, la gestion désastreuse des finances publiques étant la cause. A cette dette extérieure s'ajoute la dette intérieure. L'État doit quelque 300 milliards de F CFA à ses créanciers nationaux auprès de qui il demeure incapable d'honorer ses engagements. Cette dette colossale crée une forte pression sur l'économie tout entière. Le service de la dette extérieure plus en moyenne plus de 15% des exportations entre 1997 et 2001. Les deux graphiques ci-dessous rapportent la dette plus au PIB, aux exportations et aux recettes fiscales hors dons.



Source: UEMOA/BCEAO



Source: UEMOA/BCEAO

Tous les indicateurs et financiers indiquent clairement que le Togo a beaucoup de difficultés à gérer adéquatement son économie. Les arguments des tenants du régime selon lesquels la détérioration des termes de change et la chute des prix des produits agricoles seraient la cause de la catastrophe économique actuelle, ne tiennent plus. Selon les principaux indicateurs de convergence présentés dans les graphiques précédents, le Togo n'a pas atteint, même pas une fois, les normes alors que sur la même période de 1997 à 2001, les pays comme le Mali, le Burkina, le Sénégal, le Bénin et même le Niger ont fait d'énormes progrès soit pour atteindre les normes, soit pour battre cette dernière. Si les autorités togolaises n'adoptent pas d'autres modes de gestion compatibles avec les principes de la bonne gouvernance politique et économie, elles conduiront directement le pays à la faillite, si ce n'est pas déjà fait, gravant ainsi les fléaux que connaissent aujourd'hui la population notamment la pauvreté et le SIDA. Elles rateront aussi des opportunités en terme de flux de capitaux indispensables à tout développement économique.

Amevi Atiopou, MBA

[1] [Kodjo Agbéhomé, Il est temps d'espérer](#)

[2] ibidem